

# Héritage colonial et opportunités d'émancipation de nos peuples d'Afrique

## I) BREF RAPPEL HISTORIQUE

La tenue du XIV<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie à Kinshasa, le Discours du Président de la République Française, Monsieur François Hollande, à l'Assemblée Nationale du Sénégal, et le choix de ce pays pour abriter, en 2014, le prochain Sommet, ont, par l'engouement suscité au près des opinions Africaines Francophones, particulièrement au Sénégal, dévoilé la **permanence de leur communauté de leur destin**.

Malheureusement, les peuples des pays Africains Francophones, **ont perdu de vue cette communauté de destin**, forgée par notre histoire commune coloniale, à cause des conséquences de la dislocation des grandes Fédérations coloniales (**l'Afrique Occidentale Française ou A.O.F** et **l'Afrique Equatoriale Française ou A.E.F**), que la France avait entreprise pour confiner nos peuples dans des micro Etats, dans le processus de nos luttes pour l'Indépendance, dans la deuxième moitié des années 50.

C'est de cette manière, que la France est parvenue à diviser le grand Mouvement Unitaire de Libération nationale des peuples de ses colonies Africaines, mis en place depuis le **Rassemblement Démocratique Africain (R.D.A)** en 1946, en passant par le **Parti Africain de l'Indépendance (P.A.I)** en 1957, et le Parti du Rassemblement Africain (PRA), du point de vue politique, par **l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N)** en 1956, du point de vue syndical, et par **la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France, (F.E.AN.F)** du point de vue du mouvement estudiantin, tandis que **l'Union de la Jeunesse d'Afrique Occidentale, U.J.A.O)** en milieu jeune, et **l'Union Démocratique des Femmes d'Afrique Noire**, élargissaient les bases sociales des forces en lutte contre le colonialisme Français dans cette partie d'Afrique .

C'est ainsi que les territoires qui composaient les grands ensembles coloniaux de l'AOF et l'AEF, furent transformés en « **Etats autonomes** », qui ont servi de base au développement du « **chauvinisme ethnique** » et d'un « **nationalisme étroit** » derrière des « drapeaux nationaux », au cours des cinquante années d'Indépendance de cette partie d'Afrique.

De « **solidaires** » pour se libérer du colonialisme Français, nos peuples sont ainsi transformés en « **rivaux** », et en « **adversaires** » dans le cadre de la coopération avec la France, qui est parvenue ainsi à neutraliser, dans chaque territoire devenu « **Etat indépendant** », les forces politiques et syndicales, et les mouvements des jeunes et des femmes qui ont historiquement combattu sa domination coloniale sur nos peuples.

Pour réussir cet exploit, la France a installé au pouvoir les forces Africaines attachées à la perpétuation de ses rapports de domination, et qui ont mobilisé les peuples des territoires de l'AOF et de l'AEF, pour voter massivement **le rejet de l'Indépendance, lors du référendum du 28 Septembre 1958**.

C'est ainsi que ceux qui ne voulaient pas l'Indépendance, se sont retrouvés, plus de 50 ans durant, à la tête des différents territoires qui ont composé l'AOF et l'AEF, et ceux qui luttaient pour l'Indépendance, furent persécutés, assassinés, ou déstabilisés par des hommes de main de Paris, dont le sinistre JACQUES FOCCART et son bras armé, BOB DENARD.

Les peuples de l'AOF et de l'AEF furent ainsi politiquement divisés et confinés dans leurs territoires coloniaux, transformés, pour la circonstance, en « Etats indépendants ».

Dans cette situation, les Patriotes de cette partie d'Afrique étaient désormais confrontés à la survie de leurs organisations de lutte, et à leur propre sécurité dans chaque territoire devenu « Etat indépendant », pris individuellement, comme l'illustre éloquemment l'historien de la lutte du PAI et du PRA.

Cette lutte, pour la survie, mettait au premier plan **la lutte pour la République Démocratique dans chaque « territoire- Etat »** comme une étape nécessaire dans la lutte contre la domination Française.

Delors, **les termes de la lutte changeaient brusquement : de « Indépendance, Démocratie, Socialisme » à « Démocratie, Indépendance, Socialisme ».**

Cependant, quoique divisés politiquement en micro-Etats, la France a continué à préserver leur unité économique et géostratégique, à travers des Accords dits de « coopération » avec nos différents « **Etats territoriaux** », pour perpétuer sa main mise sur nos ressources et sur les secteurs clefs de nos Economies, qu'elle protège par sa forte présence militaire dans nos Etats, et par la tutelle qu'elle exerce sur nos Forces Armées nationales, dont les premiers officiers étaient sortis de l'Armée Française, qui continue, plus de 50 ans après nos « Indépendances », à encadrer la formation de l'essentiel de nos officiers.

**Mais, l'âpreté de la lutte pour la Démocratie dans chaque « territoire-Etat », ne permettait pas aux patriotes Africains, qui militent pour l'Indépendance de nos peuples et l'Unité Africaine, de prendre en compte, de façon appropriée, les conséquences politiques de cette dépendance de nos Etats territoriaux vis-à-vis de la France, sur l'issue de cette lutte.**

Une prise de conscience de cette donnée historique aurait permis de mieux appréhender le legs colonial et les grandes opportunités qu'il nous offre, pour parachever le processus de notre libération commune vis à vis de la France, que la **Loi Cadre de 1956** a ébranlé, avant d'être stoppé, par la suite, par l'octroi de l'Indépendance à nos « **territoires** » transformés en « **Etats souverains** » à la tête desquels la France a placé ses hommes liges.

La prise de la pleine mesure, de ce legs et de ces opportunités, est jusqu'à maintenant gênée par la conviction qui s'est forgée en nous, durant ces 50 ans de lutte pour la Démocratie, qu'il est possible de libérer définitivement nos peuples du joug Français, dans le cadre d'une stratégie de **lutte pour l'Unité Africaine, directement à partir de nos « Etats territoriaux », sans passer par la reconstitution politique de l'ex AOF et de l'ex AEF, pour faire de ces deux grands ensembles, une entité politique unique, économique et financière, comme un jalon majeur dans la construction de l'Unité Africaine.**

## **II) Les obstacles à surmonter**

**L'Organisation de l'Unité Africaine**, (O.U.A), mise en place en 1964, s'est avérée, plus d'une décennie après, incapable de créer les conditions de l'avènement d'un **Etat Unitaire**, qui regrouperait tous les Etats indépendants d'Afrique.

C'est pour cette raison, qu'il a été procédé, en 1976, à la création de la « **Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest** », (C.E.D.E.A.O), pour regrouper, dans une entité économiquement intégrée, les « **territoires-Etats** » de l'ex AOF, et leurs homologues issus des colonies britanniques en Afrique de l'Ouest.

L'on a pensé, naïvement, qu'en procédant ainsi, l'on aurait fait un pas important dans le recouvrement de la souveraineté de nos peuples de cette partie d'Afrique, pour baliser la voie vers « **l'Etat Unitaire** » pour tout le continent.

Cette conviction fut renforcée par l'« **l'Acte Final de Lagos** » de l'OUA en Avril 1980, qui prônait la création de « **structures sous régionales, en vue de la création graduelle et progressive d'un marché commun africain** ».

**Désormais, l'intégration politique de l'Afrique devrait passer la création d'un marché commun africain !**

C'est de cette manière, qu'en plus de la **C.E.D.E.A.O**, une nouvelle entité sous régionale, la « **Communauté Economique des ETATS d'Afrique Centrale** », (C.E.E.A.C) , fut créée le **18 Octobre 1983**, à Libreville(Gabon), pour regrouper les « territoires –Etats » de l'ex AEF et leurs homologues issus des colonies Portugaise (Angola), Espagnole (Guinée Equatoriale), et Belge(Burundi).

Malgré les décisions, prises dans chacune de ces entités depuis leur création, de mettre en place un « **Marché Commun** », une « **Banque Centrale Unique** », et une « **Monnaie Commune** » pour promouvoir la libre circulation des biens, du capital et des personnes, et leur droit de résidence et d'entreprise, **aucun progrès dans ce sens n'a été enregistré.**

Pis encore, les barrières et autres entraves à l'intégration, dans chacune de ces entités sous régionales, n'ont pas été aussi tangibles qu'au paravent, tandis que le flux des marchandises et des biens continuent de plus bel à s'orienter hors des marchés communautaires que l'on prétend promouvoir.

**Dans chacune de ces entités, l'obstacle majeur à l'intégration économique s'est révélé être l'existence de la Zone Franc en leur sein.** En effet, la France est parvenue à préserver son système de domination de nos peuples en maintenant la Zone Franc, grâce au « **Compte d'Opération** » au sein du **Trésor Français, où sont logées les recettes d'exportation de nos « territoires –Etats » de l'ex AOF et AEF.**

C'est ainsi, qu'après plus de 50 ans « d'Indépendance », le Trésor Français garde encore **50% de nos réserves extérieures**, pour garantir la parité fixe établie entre le Franc CFA et l'Euro, qui s'est substitué au Franc Français.

Mais, même dans cette politique de domination des ex- territoires de l'AOF et de l'AEF, la France a pris le soin de continuer à les diviser en deux entités distinctes, **l'Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain**, (U.E.M.O.A), pour les premiers, et la **Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale**, (C.E.M.A.C), pour les seconds, en faisant en sorte que le **Franc CFA**, dans chacune de ces entités, dont la valeur est pourtant garantie par le Compte d'Opération dans le Trésor Français, **ne soit pas échangeable entre elles**, alors qu'il l'est avec l'Euro !

**Ainsi, il est incontestable, que l'obstacle majeur à l'intégration économique entre l'UEMOA et la CEMAC, d'une part, et entre la CEDEAO et la CEEAC, est bel et bien la Zone Franc.**

Il est dès lors évident, que **cet obstacle ne peut être efficacement combattu et levé**, que par ceux qui **détiennent un Compte d'Opération au sein du Trésor Français, c'est-à-dire, les pays membres de l'UEMOA et de la CEMAC.**

Leur émancipation économique et politique passe donc par l'union de leurs forces patriotiques face à la France, et non, dans la dilution de leurs forces dans la CEDEAO et dans la CEEAC.

D'ailleurs, la CEDEAO n'exerce aujourd'hui que comme organe de répression des peuples de la sous-région sous le commandement de la France et des USA, alors qu'elle a été conçue comme une modalité de leur libération économique et politique.

Plus de 50 ans de lutte pour la Démocratie dans nos « territoires-Etats » pris individuellement, **les acquis engrangés, dans ce domaine, nous permettent d'engager, solidairement, la bataille contre la domination de nos peuples par la France, à travers le Compte d'Opération.**

**L'unité des forces patriotiques, républicaines et démocratiques de l'AOF et de l'AEF, qui sont transformées aujourd'hui, en UEMOA et CEMAC, est redevenue une nécessité historique, pour parachever la lutte pour l'Indépendance entamée depuis la deuxième moitié des années 50.**

**Pour ce faire, il nous faudrait donc repenser le legs colonial Français et les opportunités qu'il nous offre dans notre lutte pour libérer nos peuples.**

### **III) Le legs colonial**

Il y a, par rapport à notre passé de « **colonisés par la France** », une certaine gêne, chez les patriotes Africains concernés, à assumer, ouvertement et pleinement, le legs historique obtenu par nos peuples du colonialisme. L'on se recroqueville derrière nos drapeaux et hymnes nationaux, pour aller à la conquête de la libération de nos peuples et de l'Unité Africaine, pour « **oublier** » que, ce qui nous relie réellement, ce n'est pas seulement notre passé ante-colonial, mais aussi, **la Langue Française, la Monnaie et l'idéal d'une République démocratique et laïque**, que nous voulons, aujourd'hui, **Citoyenne**. Par une fierté mal placée, nous opposons **nos langues locales à la langue Française, et nos Etats ante-coloniaux, à la République Démocratique et Laïque**, non pas, paradoxalement, pour faire d'eux le socle de notre stratégie de libération, mais tout juste, par souci d'orgueil longtemps bafoué par le colon Français.

Pourtant, pour communiquer entre les patriotes des différents Etats territoriaux, c'est la langue Française que nous utilisons. Et c'est l'Etat Républicain, Démocratique et Laïque pour lequel nous luttons, et non pas pour l'« Etat Mandingue » ou l'« Etat Islamique » de El hadji Omar !

D'ailleurs, dans les relations internationales, c'est le Français que nous utilisons. Et même, dans l'occupation et le partage de responsabilités au niveau de l'Union Africaine (UA) et de CEDEAO, c'est le clivage Francophone/Anglophone qui prévaut, et non un clivage selon nos langues locales, ou notre appartenance religieuse.

**Il est donc temps, après plus de 50 ans d'affirmation identitaire, de revenir sur la réalité de notre identité, qui est historiquement forgée par les apports de nos cultures endogènes, de la culture Française, et de la culture islamique, pour en tirer le maximum d'opportunités dans notre lutte pour libérer nos peuples et construire l'Unité Africaine.**

La libération de nos peuples du joug Français **passé par l'utilisation judicieuse des opportunités que nous offrent le legs colonial Français**, et la construction de l'Unité Africaine, **par l'apport du legs de la culture islamique à travers l'Arabe.**

Le legs du colonialisme Britannique devrait aussi être assumé par les peuples concernés, pour faire de l'Unité Africaine le creuset de ces trois legs historiques, (Autochtones, Français et Islamo- Arabe), comme l'ONU l'est devenue, en prenant en compte son legs historique que sont l'Anglais, le Français et l'Espagnol.

Les peuples d'Amérique Latine, utilise l'Espagnol, qui est la langue de leur colonisateur, comme instrument pour leur libération et leur unité dans un même Etat, et de leur continent, sans négliger aucunement de développer et de promouvoir leurs langues locales qui véhiculent leurs cultures endogènes.

Par contre, l'on s'échine, chez nous, à vouloir faire de nos langues locales et de nos cultures endogènes, les vecteurs de notre libération et de notre unification, sans jamais prendre en compte, qu'à elles seules, elles sont inopérantes pour atteindre les objectifs attendus.

### **L'exemple de la Gambie et du Sénégal en donnent une preuve éclatante.**

En effet, voilà deux « territoires-Etats » où l'on trouve les mêmes ethnies, les mêmes langues locales qui véhiculent les mêmes cultures endogènes. Pourtant, il a été, des décennies durant, impossible d'intégrer leurs économies, à plus forte raison, de les unir dans un même Etat.

**A l'évidence, le facteur bloquant est le legs colonial que nous avons sous- estimé, en ne le prenant pas en compte dans nos stratégies.**

La Gambie a une monnaie indépendante et une Banque Centrale nationale, comme legs de son passé colonial, comme tous les pays Anglophones. Ce n'est donc pas demain la veille, pour des raisons de langues et de cultures endogènes communes avec le Sénégal, qu'elle va renoncer à son Indépendance monétaire pour s'arrimer derrière la France à travers un Compte d'Opération, et se soumettre au contrôle des intérêts économiques et stratégiques de la France.

C'est aussi pour des questions de souveraineté monétaire, que la République de Guinée a préféré s'allier avec les pays Anglophones de la CEDEAO, pour créer une monnaie indépendante commune, plutôt que de s'arrimer au Franc CFA, malgré le Français que nous avons en partage, en plus des ethnies et des langues locales.

**C'est donc la langue et la monnaie qui nous lient à la France, qui constituent des obstacles historiques à notre objectif de libération de nos peuples du joug Français, dans une perspective de promotion de l'Unité Africaine.**

**Mais en même temps, cette langue et la monnaie, à travers le Compte d'Opération, nous lient avec les peuples des ex territoires de l'AOF et de l'AEF, qui constituent les pays membres de l'UEMOA et de la CEMAC.**

**Cette dernière circonstance offre de belles opportunités aux peuples des pays de l'UEMOA et de la CEMAC, de réunir leurs forces, pour, ensemble, se libérer du joug Français, que nos aînés n'ont pas pu accomplir dans la deuxième moitié des années 50.**

#### **IV) Les opportunités de libération.**

La langue Française a permis aux pays membres de l'UEMOA, et de la CEMAC, **d'avoir une langue commune de communication entre nos peuples, et d'échange au plan international.** Elle nous a permis aussi d'avoir **le même système d'Enseignement,** notamment dans **le Supérieur et la Recherche Scientifique, et le système de formation militaire, notamment pour les Officiers et Sous-Officiers.**

Compte tenu de ces opportunités, rien ne devrait s'opposer **à les transformer en atouts,** pour l'Intégration de nos systèmes d'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique, et pour l'Intégration de nos Forces Armées et de Sécurité.

Il n'y a aucun obstacle linguistique, encore moins de ressources humaines de qualité à cet effet. **Le seul obstacle ne pourrait être que l'absence de volonté politique, pour prendre en charge en commun, nos besoins en Education et en formation de notre jeunesse, nos besoins en recherches scientifiques, pour répondre à nos problèmes de développement, et pour nous doter d'une puissante Armée en mesure d'assurer la protection de nos frontières communes, et la sécurité de nos populations, sans recours à des bases étrangères sur notre sol, ni à des accords de Défense qui aliènent notre souveraineté.**

En outre, la monnaie commune nous permet de **fusionner l'UEMOA et la CEMAC**, pour en faire une puissante **Union Economique et Financière** des peuples des ex colonies Françaises d'Afrique, qui étaient groupées au sein de l'AOF et de l'AEF.

Cette Union devrait reposer **sur la fusion de nos deux Banques Centrales que sont la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de Ouest, (B.C.E.A.O) et la Banque des Etats de l'Afrique du Centre, (B.E.A.C), pour en faire une Banque Centrale Commune.** Une telle fusion autorise à en faire autant avec nos **Banques de Développement que sont la Banque Ouest Africaine de Développement, (B.O.A.D), et la Banque de Développement des Etats de l'Afrique du Centre, (B.D.E.A.C),** pour financer nos programmes et projets intégrateurs, afin **d'atténuer notre Dépendance vis-à-vis des bailleurs de Fonds bi et multilatéraux, notamment de l'A.F.D, du F.E.D, de l'USAID, et de la Banque Mondiale.**

De cette manière, les conditions seront réunies pour **créer un Fonds Monétaire Commun,** pour mieux assumer notre Indépendance vis-à-vis du FMI.

Une telle circonstance nous permettrait de mettre en commun nos **quoteparts individuelles** dans le capital du FMI et de Banque Mondiale, pour mieux défendre nos intérêts dans ces Institutions du système des Nations Unies.

**Cette nouvelle Union Economique et Financière sera d'autant plus renforcée que les pays membres le sont de l'OHADA.**

En outre, la langue Française commune et notre Union Economique et Financière, créent les conditions nécessaires et suffisantes, pour promouvoir l' **Unité politique** de nos « territoires-Etats » qui composent l'UEMOA et la CEMAC, **à travers la fusion de leur Parlement,** pour en faire un **Pouvoir Législatif commun, élu au suffrage universel direct,** comme c'est le cas avec le Parlement Européen, qui a **les pouvoirs d'approbation** de la nomination, par la Conférence de nos Chefs d'Etat, des membres de la **Commission Exécutive** de notre Union Economique et Financière, **de vote** du budget de l'Union, des lois, des programmes et projets communautaires, **d'approbation** des Accords de coopération Africaine et Internationale de l'Union, et **de contrôle** sur la Commission de l'Union.

**Ainsi, là aussi, il n'y a aucun obstacle institutionnel, économique, ou en ressources humaines, qui s'oppose à une telle évolution.**

**Le seul obstacle, à cet effet, demeure le manque de volonté politique à recouvrir notre souveraineté monétaire vis-à-vis de la France, en mettant fin aux deux Comptes d'Opération ouverts par les pays de l'UEMOA et de la CEMAC, auprès du Trésor public Français, pour créer une Monnaie Commune non arrimée à l'Euro, mais à un « panier de devises » à définir ensemble, avec un taux de change flexible.**

Cet obstacle est à lever ensemble, impérativement, non pas seulement pour des besoins de souveraineté de nos peuples, et de construction de l'Unité Africaine, mais, il est historiquement établi après plus de 50ans d'Indépendance », que **c'est aussi une condition sine qua none pour mettre fin à la division coloniale du travail, qui fait de nos pays de la Zone Franc, des pourvoyeurs de matières premières, de produits semi-finis, et de main d'œuvre, aujourd'hui qualifiée, à la France, qui utilise, à son tour, nos pays, comme débouchés pour leurs produits et services industriels.**

C'est cette situation, qui s'est perpétuée plus de 50 ans après nos « Indépendances », qui a **maintenu nos pays dans le sous- développement et la misère,** à tel point, que les pays les plus pauvres et les plus endettés d'Afrique, sont ceux de la Zone Franc !

Les pays membres de l'UEMOA et de la CEMAC, ont, ensemble, les outils et les moyens pour recouvrer la souveraineté pleine et entière de nos peuples, créer les conditions politiques,

économiques et financières de leur développement, et peser efficacement dans la construction de l'Unité Africaine.

Si dans la deuxième moitié des années 50, les Patriotes de cette partie d'Afrique n'avaient que **leur volonté politique** pour libérer leurs peuples du joug colonial Français, aujourd'hui, plus de 50 ans après nos « Indépendances », ilsont **les moyens économiques, les ressources humaines de qualité, Les Forces Armées et de Sécurité de compétence internationale avérée, et les acquis démocratiques,qui leur permettent de parachever la libération totale et l'unité auxquelles nos peuples aspirent.**

Dans cette perspective, la langue Française et l'OHADA, que nous avons en commun avec la République de Guinée, pourraient lui permettre de rejoindre notre grande Union Economique et Financière autour d'une Monnaie Commune indépendante, qu'elle est partie chercher chez les pays Anglophones Ouest Africains.

**Ainsi, sera réunie la Grande famille de l'Afrique noire Francophone, dont la division, par le pouvoir colonial Français et ses hommes liges autochtones, a permis la perpétuation jusqu'à nos jours, du joug colonial Français sur nos peuples.**

C'est donc ce défi qu'il nous faut relever, en utilisant judicieusement le legs colonial Français, nos acquis démocratiques, et les opportunités que nous a offert la monnaie commune, qui est le Franc CFA.

**C'est la voie royale qui nous permet d'utiliser ultérieurement notre héritage arabo-musulman, dans une stratégie de construction de l'Unité Africaine, pour renouer les liens historiques avec les pays du Maghreb.**

**Seule notre Union, de par son héritage Français et Arabo- musulman, peut jouer ce rôle historique, pour donner à l'Afrique toute sa place dans ce XXI<sup>ème</sup> siècle.**

C'est cette Union Politique, Economique et Financière, renforcée par l'adhésion de la Guinée, qui va **obliger la France à décider, si son avenir, c'est l'Europe en partenariat avec l'Allemagne, ou, c'est l'Afrique, en partenariat avec notre Union Politique, Economique et Financière.**

De même, les **USA seront mis dans l'obligation de choisirleur devenir avec l'Europe en partenariat avec les pays de l'OTAN, où avec l'Afrique, en partenariat avec notre Union.**

C'est pour éviter d'être confrontés à ce choix de « **to Be or not to Be** », que la France et les USA avaient décidé d'en finir avec KHADAFI.

C'est dire que l'avènement de cette Union Politique, Economique et Financière des pays membres de l'UEMOA et de la CEMAC, est **une étape décisive pour l'Unité et la Libération des peuples d'Afrique**, qui devra se confronter, sans états d'âme, aux intérêts économiques et stratégiques de la France et des USA dans notre sous-région, et en Afrique.

Dans cette confrontation qui est déjà en cours au Mali, les Patriotes de cette partie d'Afrique, devraient prendre conscience, qu'ils ne sont pas isolés. Les pays émergents réunis au sein du « **BRICS** » (Brésil, Russie, Chine, Afrique du Sud), ont aussi le même combat pour mettre fin à notre « **monde unipolaire** » qui est piloté par les USA et la France.

## **V) Conclusion**

Dans le contexte actuel où la crise économique et financière qui sévit dans les Grandes Puissances Occidentales se transforme , chaque jour, **en crise politique profondedans chacun**

de ces principaux pays, les peuples des ex pays de l'AOF et de l'AEF, qui composent l'UEMOA et la CEMAC, ont une opportunité historique de se libérer du joug Français, d'assumer leur Indépendance vis à vis des « diktats » du FMI et de la Banque Mondiale, et d'œuvrer pour l'avènement de l'Unité Africaine, afin de mieux préserver sa souveraineté, et mieux peser sur les décisions qui façonnent le monde.

Pour ce faire, il est nécessaire d'user de nos acquis Républicains, Démocratiques et Laiques engrangés plus de 50 ans durant dans le cadre étriqué de nos « territoires-Etats », pour **réunir les forces patriotiques au pouvoir, dans l'opposition, dans les Syndicats, dans la Société Civile, chez les Jeunes et les Femmes, chez les Artistes et Musiciens, et chez les Cinéastes et Sportifs, dans le cadre d'un vaste mouvement unitaire à la hauteur de nos traditions de lutte de libération nationale de la deuxième moitié des années 50.**

Nous le devons pour notre propre génération, mais aussi, pour celle sacrifiée dans la lutte de nos peuples pour l'Indépendance et pour la République Démocratique et Laïque.

Mais nous le devons surtout à notre jeunesse à qui incombe, demain, de prendre en charge le destin de nos peuples.

Dans cette perspective, notre peuple du Sénégal est triplement interpellé, pour avoir joué, à travers ses dirigeants politiques, un **rôle prépondérant dans la défense de langue Française et de la Zone Franc, dirigé l'organisation de la Francophonie à travers le monde, et devoir organiser son XV<sup>ième</sup> Sommet à Dakar.**

Ainsi, **en perspective de ce Sommet, les Patriotes Sénégalais devraient prendre l'initiative en direction de leurs homologues au sein de l'UEMOA et de la CEMAC, pour en faire une étape décisive vers l'avènement de notre Union Economique et Financière afin de construire l'Unité politique de nos peuples.**

Dakar le 22 octobre 2012

**Ibrahima Sène, PIT/Sénégal**